

**Délibération du Conseil d'Administration
Du 11 avril 2023**

Objet : Renouvellement du règlement intérieur de la Commission d'action sociale

Vu le code de l'éducation ;
Vu les statuts de l'Université.

Note de contexte :

La présente délibération a pour objet le renouvellement du règlement intérieur de la commission d'action sociale.

Le Conseil d'Administration décide,

Article unique :

Le Conseil d'Administration approuve le règlement intérieur de la Commission d'action sociale joint à la présente délibération.

Fait à Évry, le 11 avril 2023

Vincent BOUHIER
Président de l'Université Evry



**Règlement intérieur de la Commission d'Action Sociale
de l'université d'Évry Val d'Essonne
adopté par le Conseil d'administration du 11 avril 2023**

Article 1 : Objet du règlement intérieur

Le présent règlement intérieur a pour objet de fixer, dans le cadre des lois et règlements en vigueur, le périmètre d'intervention et les conditions de travail de la Commission d'Action Sociale (CAS) de l'Université d'Évry Val d'Essonne.

TITRE I – MISSIONS, COMPOSITION ET DUREE DU MANDAT

Article 2 : Missions de la CAS

La CAS est consultée pour émettre un avis sur des demandes d'aide financière des agents titulaires de l'Etat ou sous contrat d'une durée minimale de 10 mois.

Elle se prononce sur deux types d'aides :

- Les aides financières non remboursables
Leur montant ne peut excéder 2 000 € par agent et par an. L'aide ne peut acquérir un caractère répétitif. Elle répond à une situation d'urgence ou à une action préventive visant l'équilibre du budget familial.
- Les aides financières remboursables ou prêts à taux zéro
Leur montant ne peut excéder 1 500 € par agent et par an. Cette aide est remboursable sur 20 mois maximum. A titre exceptionnel, ce montant peut être porté à 2 500 € maximum pour un prêt remboursé sur 32 mois

Les avis rendus par la Commission d'Action Sociale s'inscrivent dans le cadre du budget dédié chaque année à ce volet de l'action de l'établissement et ne peuvent d'aucune manière conduire au dépassement du montant affecté et restant disponible pour les missions du service social et de santé au travail.

Le Président de l'établissement ou son représentant prend la décision d'attribution ou de refus de l'aide financière au vu des avis formulés dans ce cadre. Une décision favorable précise le montant et les modalités de son versement, soit en faveur de l'agent, soit en faveur d'un tiers à l'égard duquel l'agent est débiteur.

Article 3 : Composition de la CAS

La désignation des membres de la CAS se répartit comme suit :

Les membres de droit :

- Le Président de l'Université d'Évry Val d'Essonne ou son représentant, Président de la CAS ;
- La directrice générale des services ou son représentant ;

- Le Directeur des ressources humaines ou son représentant ;
- La Responsable du service social et de santé au travail.

Les membres proposés par les organisations syndicales :

Chacune des organisations syndicales siégeant au Comité social d'administration de l'établissement peut proposer un représentant titulaire et un représentant suppléant, parmi les membres élus de cette instance ou extérieurs à cette instance.

Les invités permanents à voix consultative :

Participe en outre, avec voix consultative, aux réunions de la CAS, en qualité de personnalité qualifiée, l'Assistant de service social de l'établissement. La CAS peut faire appel à titre consultatif, au concours de tout autre expert.

Article 4 : Durée du mandat des membres, dispositions afférentes à leur remplacement et aux facilités accordées pour l'exercice de leur mandat

Les représentants de l'administration comme les représentants du personnel sont nommés pour quatre ans, par arrêté du Président.

Il appartient aux organisations syndicales concernées de procéder au remplacement de leurs représentants respectifs, se trouvant dans l'impossibilité d'exercer durablement les fonctions en raison desquelles ils ont été désignés, pendant la durée du mandat restant à courir.

S'agissant d'un empêchement ponctuel, tout membre titulaire de la CAS qui ne peut répondre à la convocation doit en informer immédiatement le Président et lui indiquer le nom du représentant suppléant qui le remplacera.

Pour faciliter l'exercice de leurs fonctions par les membres de la CAS, ces derniers peuvent bénéficier d'une autorisation d'absence, qu'ils soient représentants titulaires, suppléants ou experts convoqués.

La durée de cette autorisation comprend :

- la durée de la réunion
- les délais de route.

TITRE II – FONCTIONNEMENT

Article 5 : Fréquence des réunions de la CAS

La Commission d'Action Sociale se réunit au moins une fois par an sur convocation du Président ou son représentant. La fréquence des réunions de cette instance est cependant adaptée au nombre de demandes et à l'urgence des situations rencontrées.

La CAS se réunit sans délai à la demande de l'administration chaque fois qu'une demande d'aide financière présente un caractère d'urgence. Dans ce cas, la convocation est envoyée par courriel. La réunion se tient dans les cinq heures suivantes.

Devant une situation justifiant une aide d'extrême urgence, l'administration peut prendre une décision d'attribution d'aide financière sans l'avis préalable de la CAS qui est alors informée à posteriori, lors d'une nouvelle séance, des termes de la décision mise en œuvre.

Article 6 : Convocation de la CAS

Les convocations sont adressées par le Président de la CAS à chaque membre et aux personnalités qualifiées dont ils souhaitent la participation, par courriel au moins huit jours avant la date de la séance, sauf dans les situations d'urgence exposées à l'article 5 ci-avant. Les convocations sont accompagnées de l'ordre du jour de la réunion.

Il est néanmoins possible en début de séance d'ajouter, sur proposition de l'administration, un point complémentaire à l'ordre du jour, si l'examen d'un dossier présentant un caractère d'urgence est apparu nécessaire après la transmission des convocations.

Article 7 : Quorum

La CAS ne peut valablement délibérer que lorsque la moitié de ses membres sont présents ou représentés. Le quorum s'apprécie à l'ouverture de la séance.

Si le quorum n'est pas atteint, une nouvelle réunion de la CAS, sur le même ordre du jour, doit intervenir sur convocation du Président de la CAS, dans le délai maximum de 15 jours suivant celle au cours de laquelle le quorum n'a pas été atteint. Aucune condition de quorum n'est alors requise pour les délibérations de la CAS.

Dans l'hypothèse d'une demande d'aide financière présentant un caractère d'urgence donnant lieu à une convocation par courriel d'une réunion fixée dans les cinq heures suivantes, le quorum est réputé acquis dès la présence d'un représentant syndical constatée.

Article 8 : Déroulement des réunions

Après avoir vérifié que le quorum est atteint, le Président de la CAS ouvre la séance en rappelant les questions inscrites à l'ordre du jour qui seules peuvent faire l'objet d'un vote.

En fin de séance, des questions diverses, non inscrites à l'ordre du jour, peuvent être évoquées.

Le Président est chargé de veiller à l'application des dispositions du présent règlement intérieur. D'une façon plus générale, il veille au bon déroulement des débats. A son initiative ou à la demande d'un membre de la CAS ayant voix délibérative, le Président peut décider une suspension de séance.

Les représentants suppléants de l'administration et du personnel peuvent assister aux réunions de la CAS et prendre part aux débats, mais ne peuvent pas prendre part aux votes.

Le secrétariat permanent de la CAS est assuré par l'un des membres de l'administration. Un secrétaire-adjoint est nommé à chaque début de séance.

Article 9 : Confidentialité

L'administration aura préalablement instruit les demandes d'aide financière des agents en difficultés et, pour garantir l'efficacité de leur examen, cette dernière présentera leurs dossiers numérotés et anonymisés en commission.

Les membres de la CAS s'engagent au respect de leur obligation de confidentialité quant à l'ensemble des informations personnelles portées à leur connaissance à l'occasion de la présentation des dossiers concernés.

Les réunions de la CAS ne sont pas publiques et ne donnent lieu à aucune publication.

Article 10 : Procès-verbal

Le secrétaire de la CAS, assisté par le secrétaire-adjoint, établit le procès-verbal de la réunion. Ce dernier doit être transmis dans un délai de quinze jours après la réunion à chacun des membres titulaires et suppléants de la CAS.

L'approbation du procès-verbal de la réunion constitue le premier point de l'ordre du jour de la réunion suivante.

Il est tenu un répertoire des procès-verbaux des réunions au sein du service social et de santé au travail.

TITRE III - DISPOSITIONS FINALES

Article 11 : Modification du règlement intérieur

Le règlement intérieur peut à tout moment faire l'objet de propositions d'amendement par les membres de la CAS. Après débat au sein de la commission, les termes des modifications envisagées sont arrêtés par le Président en vue de leur adoption par le Conseil d'administration.

Fait à Évry, le 11 avril 2023

Vincent BOUHIÉ
Président de l'Université
Paris-Saclay

